

**ARRETÉ PREFECTORAL
portant mise en demeure**

**Syndicat mixte SAVOIE DECHETS – usine d'incinération de déchets non dangereux
Commune de Chambéry**

LE PREFET DE LA SAVOIE,
Chevalier de l'Ordre National de la Légion d'Honneur,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 512-3 et L. 514-5 ;

VU l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif à la déclaration annuelle des émissions polluantes ;

VU l'arrêté préfectoral du 3 décembre 2007, autorisant et réglementant l'exploitation de l'usine d'incinération de déchets ménagers et assimilés, par la communauté d'agglomération Chambéry Métropole, sur le territoire de la commune de Chambéry ;

VU le récépissé du 31 mars 2010 de changement d'exploitant de l'usine d'incinération de déchets ménagers et assimilés, exploitée initialement par la communauté d'agglomération Chambéry Métropole, au bénéfice du syndicat mixte de traitement des déchets Savoie Déchets ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 1^{er} décembre 2011 actualisant l'autorisation d'exploiter par le syndicat mixte de traitement des déchets SAVOIE DECHETS une usine d'incinération de déchets ménagers sur le territoire de la commune de Chambéry ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 21 octobre 2015, faisant suite à la visite d'inspection menée les 29 et 30 septembre 2015, et transmis à l'exploitant par courrier du 23 octobre 2015 dans le cadre de la procédure contradictoire ;

VU l'absence d'observations de l'exploitant dans le cadre de la procédure contradictoire ;

CONSIDERANT que les dispositions organisationnelles de l'exploitant l'amènent aujourd'hui à rejeter à l'atmosphère, lors des opérations d'entretien et de maintenance des installations effectuées à l'arrêt des lignes d'incinération, des quantités significatives de cendres ayant le caractère de déchets dangereux ;

CONSIDERANT qu'une autre partie des déchets dangereux générés par l'exploitation de l'usine (cendres des tours IBISOC) est aujourd'hui remise en fosse pour y être incinérée avec les déchets non dangereux autorisés ;

CONSIDERANT que la déclaration des émissions polluantes transmise électroniquement le 30 mars 2015 par l'exploitant au titre de l'année 2014 est incomplète, puisque les rejets atmosphériques survenus lors des opérations d'entretien et de maintenance des installations effectuées lors de l'arrêt des lignes n'y ont pas été pris en compte ; il en est de même pour les déclarations des années précédentes ;

CONSIDERANT que l'organisation actuelle de l'établissement permet le libre accès des tiers aux installations, et que les moyens de surveillance des issues actuellement mis en œuvre ne sont pas efficaces ;

ARRETE

Article 1^{er} :

Le syndicat mixte SAVOIE DECHETS, sis 336, rue de Chantabord – 73 026 Chambéry, exploitant des installations d'incinération de déchets non dangereux situées à la même adresse, est mis en demeure de :

- respecter l'article 3 - § 7.9.2 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 2011 en veillant, lors des arrêts de ligne, à récupérer la totalité des cendres volantes présentes dans les installations d'incinération, et en les éliminant ou les valorisant dans des installations conformes à la réglementation. Délai : à compter du prochain arrêt de ligne.
- respecter l'article 3 - § 7.3.2.1 et 7.3.2.2 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 2011 en destinant les déchets récupérés sur les grilles du four après le curage des tours IBISOC à une installation d'élimination de déchets dangereux autorisée. Délai : à compter du prochain arrêt de ligne.
- transmettre un complément à la déclaration des émissions polluantes transmise au titre de l'année 2014 (dernière déclaration reçue), conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié, concernant les rejets atmosphériques engendrés lors des opérations d'entretien et de maintenance des installations, avec tous les justificatifs de calcul. Délai : 2 mois.
- respecter l'article 2 - § 6.1.1 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 2011, concernant l'interdiction de libre accès des tiers aux installations et la surveillance des issues des installations. Délai : 2 mois.

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

Article 2 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement ;

Article 3 :

le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle ne peut être déférée qu'à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Grenoble, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Article 4 :

Madame la secrétaire générale de la préfecture de la Savoie, monsieur le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Savoie et madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, en charge de inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressé à monsieur le maire de Chambéry.

Chambéry, le **16 NOV. 2015**

Le préfet
Pour le Préfet et par délégation,
La secrétaire générale

Juliette TRIGNAT